



Syndicat professionnel des fabricants
de fils et câbles électriques et de communication

Consultation publique de l'ARCEP du 7 avril 2011

Modalités de l'accès aux lignes à très haut débit en fibre optique pour certains immeubles des zones très denses, notamment ceux de moins de douze logements

Projet de recommandations

Réponse du SYCABEL 4 mai 2011

Le projet de recommandations mis en consultation publique est un examen analytique détaillé des problèmes posés par l'**hétérogénéité** des zones très denses qui comportent nécessairement des îlots moins denses. Il reflète bien la nécessité de fixer des règles spécifiques pour faciliter le déploiement de la fibre dans les petits immeubles, aspect qui n'est pas traité dans la décision de l'ARCEP n° 2009-1106 du 22 décembre 2009 relative au déploiement de la fibre dans les zones très denses.

« **Ce document n'a pas de caractère prescriptif ou impératif** » : on peut donc se poser la question de l'application des recommandations qu'il contient, application qui conditionne l'atteinte du but qu'il se propose : **assurer la desserte complète des zones très denses avec des solutions techniques homogènes.**

Comme il est indiqué dans le document, 2,5 millions de logements de moins de douze logements sont concernés dans les zones très denses soit **42% des logements des zones très denses** (page 5). Le coût du raccordement de ces logements est de 1 à 10 fois celui des logements des immeubles de plus de 12 logements. Il s'agit donc là de **la majeure partie du coût de raccordement en zones très denses.**

On comprend donc bien la difficulté des opérateurs qui doivent financer intégralement les déploiements dans les zones très denses de rechercher à la fois les solutions qui paraissent a priori les moins onéreuses, tout en conservant la nécessaire homogénéité et la qualité du réseau.

L'aménagement numérique du territoire qui relève de **l'intérêt général** est difficilement gérable dans le cadre d'une concurrence par les infrastructures dans les zones très denses, si des mécanismes de péréquation ne sont pas mis en place pour atténuer les distorsions de rentabilité du fait de l'hétérogénéité dans les zones.

Le rappel (page 11) que la technique doit être **homogène** entre les "IRIS" peu denses et les "IRIS" très denses est essentiel mais il risque de rester au niveau du vœu pieux si les dispositions de la recommandation (page 14) de réaliser un **réseau entièrement mutualisé** dans les poches de faible densité ne sont pas rendues **très rapidement obligatoires à l'image de ce qui se dessine pour les zones moins denses.**

Fort de la réflexion conduite depuis de nombreuses années sur l'art et la manière de développer une infrastructure optique passive THD sur l'ensemble du territoire, le SYCABEL est convaincu que **cette infrastructure optique doit être pérenne, homogène et exploitable sur les 5 prochaines décennies.**

SYCABEL

17 rue de l'Amiral Hamelin

75016 PARIS

Tél : 01 47 64 68 10

Fax : 01 47 64 68 11

www.sycabel.com



Le Syndicat Professionnel des Fabricants de Fils et Câbles Electriques et de Communication (SYCABEL) regroupe la quasi-totalité des fabricants français de câbles et matériels passifs de réseaux de télécommunications. Rassemblant toute l'expertise en matière de réseaux d'infrastructures passives (hors équipements), il contribue activement à l'élaboration des directives européennes et des lois nationales par ses propositions, ainsi qu'à celle des normes nationales, européennes et internationales. Il participe à l'information des décideurs politiques et des acteurs de l'économie numérique par ses livres blancs sur le Vrai haut débit et le Très haut débit, son magazine THDmag largement diffusés. Il participe également aux enquêtes (Ministères, ARCEP, IDATE...) et à de nombreux rapports (Plan "France Numérique 2012, ARF/AVICCA, CESE...).

ANNEXE

Le SYCABEL a édité en Avril 2011, le **THDmag N° 2** (téléchargeable sur le site www.sycabel.com).

Nous avons en particulier développé les propositions concrètes suivantes :

Le SYCABEL est convaincu depuis très longtemps qu'il est possible de **déployer progressivement une infrastructure optique partout** en France, y compris dans les zones les moins denses.

C'est **la seule solution structurante et pérenne** susceptible de répondre aux évolutions inéluctables de services et d'usages requérant des débits toujours croissants partout et pour tous :

- **10 Mbit/s d'ici 2015,**
- **le FttH 100 Mbit/s symétrique, d'ici 2025**
- **le FttH Gbit/s avant 2040.**

Un déploiement différencié selon les zones

Pour atteindre l'objectif du THD (FttH) partout et pour tous d'ici 2025, en tenant compte de la situation actuelle, le SYCABEL préconise **un déploiement différencié selon les zones et à l'intérieur des zones:**

Zones très denses : concurrence par les infrastructures dans les communes définies par l'ARCEP qui concernent actuellement 5,6 millions de foyers. **Ces zones pourront être étendues partout où les conditions de marché suffisent à financer les infrastructures FttH de plusieurs opérateurs. .**

Zones moins denses : concurrence par les services sur une infrastructure unique mutualisée avec dans le **zones peu denses et rurales : une étape intermédiaire de montée en débit** pour supprimer la fracture numérique existante, d'ici 2015 et préparer le déploiement généralisé du FttH d'ici 2025 tout en en étalant le financement.

Les différentes zones seront délimitées par les résultats des « **Schémas Directeurs d'Aménagement Numérique** » établis par les Collectivités Territoriales. En conséquence, il est urgent d'accélérer l'élaboration de ces SDAN

La réalisation de l'infrastructure unique et mutualisée nécessitera :

Une volonté politique forte : La France et l'Europe prennent du retard. Le débat s'éternise sur la meilleure façon de déployer le Très Haut Débit alors qu'au Japon, en Corée du sud, en Chine, aux États-Unis, en Australie, en Russie... des déploiements massifs de fibres optiques sont engagés. Ainsi, le Japon a déjà déployé environ 175 millions de km de fibres optiques ; il en aura déployé plus de 210 millions en 2015 tandis qu'en France la quantité totale déployée est aujourd'hui de l'ordre de 25 millions de km de fibres optiques.

Un réseau optique unique et mutualisé point-à-point entre les points de présence des opérateurs et les abonnés, utilisant autant que possible les infrastructures existantes (conduites, lignes aériennes...). Les solutions techniques retenues devront être homogènes pour éviter un « **patchwork** » de technologies et préserver, à des coûts de construction et d'exploitation raisonnables, la capacité du réseau à s'adapter aux services futurs.

Un gestionnaire unique du réseau mutualisé afin d'assurer sa construction et sa maintenance à un coût optimal tout en garantissant ces qualités vitales que sont l'interopérabilité et l'évolutivité.

Un cofinancement public/privé entre l'État, les collectivités et les opérateurs, dont les règles doivent être définies au plus vite.

Un abondement pérenne et garanti sur le long terme du Fonds d'Aménagement Numérique des Territoires (FANT). Les modalités de financement et de péréquation doivent être définies au plus vite.

Des filières de formation professionnelle qualifiante (ouvriers, techniciens, ingénieurs) aux différents métiers d'ingénierie et d'installation des réseaux de desserte et d'accès à fibres optiques jusqu'à l'intérieur des logements.

Le déploiement généralisé et la maintenance des réseaux fibres optiques nécessiteront la création de plusieurs dizaines de milliers d'emplois non délocalisables, répartis sur l'ensemble du territoire.

Nombre de fibres arrivant dans le logement (partie terminale optique mutualisée):

Dans les zones très denses, les décisions ARCEP prévoient jusqu'à 4 fibres arrivant dans chaque logement (1 par opérateur jusqu'à 4 opérateurs). Dans les zones moins denses, il est prévu une fibre au minimum.

Le SYCABEL préconise au minimum 2 fibres optiques par logement et jusqu'à 4 fibres dans les zones très denses pour les raisons suivantes :

- Permettre l'accès simultané aux services ou contenus de 2 opérateurs différents (usage résidentiel et télétravail...) avec le maximum de sécurité.
- Faciliter à l'opérateur d'immeuble le passage d'un opérateur de services à un autre et donc réduire le délai de branchement ou de changement d'opérateur de services.
- Préparer l'émergence de nouveaux services dont la nature pourra exiger l'indépendance et la sécurité de fonctionnement des réseaux (mixité entre locaux professionnels et locaux d'habitation, liaison sécurisée, télétravail, télémaintenance, assistance à domicile...)
- Augmenter la disponibilité et réduire les coûts d'exploitation des réseaux d'accès.